

Dépistage gratuit du VHC : 2001 confirme les estimations nationales

Le bilan de la deuxième édition de la Journée de dépistage gratuit de l'hépatite C organisée par les biologistes libéraux révèle des chiffres de contamination réelle par le VHC qui semblent confirmer les estimations épidémiologiques nationales.

Près de six mois après la deuxième journée de dépistage gratuit de l'hépatite C qui a eu lieu dans toute la France le 18 octobre 2001, il est possible d'en faire le bilan. 14 620 personnes sont venues se faire dépister gratuitement dans l'un des 1 402 (27 % de plus qu'en 2000) laboratoires de biologie médicale de ville qui s'étaient mobilisés à l'initiative de leurs organisations professionnelles 1 et du Syndicat de l'industrie du diagnostic in vitro. C'est, sans conteste, un beau succès pour les promoteurs de cette opération. 218 tests positifs, soit une prévalence de 1,49 % 2, ces deux chiffres sont particulièrement intéressants, car ils semblent confirmer les estimations épidémiologiques nationales. On peut les compléter par d'autres données et noter que, si l'on prend en compte les personnes venues se faire dépister (80 %) pour la première fois, la prévalence est de 1,15 %, un taux que l'on peut rapprocher de celui qui a été enregistré l'an dernier (1,13 %) et qui est très précisément dans la fourchette des estimations (entre 1 % et 1,2 %).

Au-delà de ce bilan chiffré, il faut également faire un bilan " politique " de cette deuxième journée de dépistage du VHC dans les laboratoires de ville. L'utilité, voire la nécessité, de leur implication dans les circuits de collecte de l'information sur l'infection à VHC n'est désormais plus à démontrer. Les biologistes libéraux, praticiens expérimentés, sont des acteurs à part entière de la chaîne des soins. Ils peuvent d'ailleurs jouer un rôle essentiel vis-à-vis des médecins - et des omnipraticiens en particulier - qui doivent prescrire les tests pour que les patients soient pris en charge à 100 %. C'est de cette façon - et de cette façon seulement - que l'on pourra mieux prendre en considération ce problème de santé publique qu'est l'hépatite C. Les biologistes ne veulent cependant pas intervenir seulement pour le dépistage. Ils veulent aussi assurer un suivi des personnes infectées par le VHC : " *Il nous revient d'assurer la continuité de la prise en charge de ces personnes et de prévenir ainsi toute aggravation manifeste de leur état* ", expliquent-ils. Il est vrai qu'une hépatite C détectée avant qu'elle ne " flambe " est sans aucun doute plus facile à traiter. Dans cette perspective,

toutes les personnes qui se sont soumises aux tests de dépistage le 18 octobre, se sont vu remettre personnellement les résultats de leurs examens, et il leur était conseillé de les transmettre à leur médecin traitant. En cas de séropositivité, les biologistes, comme ils le font dans leur pratique quotidienne, ont adressé systématiquement le résultat au médecin désigné par le patient.

La journée du 18 octobre a également été l'occasion de mieux connaître les personnes qui se sont portées volontaires pour passer les tests de dépistage. Il leur était remis un questionnaire, anonyme, qui avait un triple objectif :

- identifier les risques potentiels d'exposition au virus en les corrélant à la séropositivité ;
- apprécier les attentes et besoins de la population dépistée et sa perception des risques ;
- connaître ses motivations au dépistage.

Les résultats de cette enquête confirment, là encore, ce que l'on savait déjà :

- les prévalences sont supérieures à la moyenne nationale chez les usagers et ex-usagers de drogues (14,17 %) et les transfusés (2,17 %) ;

- les motivations pour se faire dépister vont du simple souci de santé (94 %), à l'exposition professionnelle au virus (16 %) ou à la présence d'un proche contaminé (11 %). Il faut aussi savoir que 14 % des personnes sont venues sur les conseils de leur médecin et que plus de 90 % des personnes qui ont répondu à l'enquête souhaitent qu'une nouvelle journée de dépistage gratuit soit organisée et que ce dépistage soit étendu à d'autres pathologies [3](#) :

- 30,08 % parlent d'un dépistage du VIH/sida ;
- 21,05 % d'un dépistage du cancer ;
- 13,37 % d'un dépistage des autres hépatites ;
- 6,18 % d'un dépistage du diabète.

Plus grave, l'enquête montre qu'une personne sur deux estime être insuffisamment informée sur les modes de contamination, et près de trois sur quatre sur les moyens de traiter l'hépatite C. Malgré les efforts d'information, cette

pathologie, fréquente, reste décidément méconnue.

A. B. D.

1. Le Syndicat des biologistes, le Syndicat national des médecins biologistes, le Syndicat des laboratoires de biologie clinique.

2. Il faut noter aussi 73 tests " douteux ", soit 0,50 % des personnes testées.

3. La date de la troisième journée nationale de dépistage est fixée au 17 octobre 2002... mais la pathologie sur laquelle elle portera n'est pas encore déterminée.

Une bien mauvaise appréciation des risques	
Aucun risques	48,66 %
Quelques risques	47,8 %
Risques importants	3,51 %

Seules 3,51 % des personnes dépistées ont déclaré avoir des risques importants d'être contaminées. C'est peu... et cela est d'autant plus préoccupant que 28 % seulement des usagers de drogues - le groupe le plus à risque -, 40 % des transfusés et 40 % des personnes qui ont eu un perçage ou tatouage pensent ne courir aucun risque.

E C L A I R A G E

Trois questions à Jean Benoît président du Syndicat des biologistes

Hépatites Actualité : Quelles sont les données de la première journée de dépistage de l'hépatite que vous avez organisée en 2000 qui vous ont conduit à renouveler cette manifestation ?

Jean Benoît : En 2000, nous avons touché 23 000 personnes ; 256 d'entre elles étaient infectées par le virus de l'hépatite C, soit 1,15 % du nombre des personnes testées. Ce chiffre était déjà très proche des estimations nationales alors même que le dépistage n'était pas ciblé, et nous avons pensé qu'il fallait confirmer nos résultats. L'édition 2001 marquait notre volonté d'élargir le public et, à cet égard, le succès est plutôt nuancé. La majorité des personnes qui ont poussé la porte de nos laboratoires avait plus de 40 ans, et une partie importante du public visé n'a pas été atteinte : les jeunes ne sont pas venus bien que la gratuité du dépistage ait été bien médiatisée. Nous ne pouvons que le regretter. Il est vraiment dommage qu'ils se sentent moins concernés par le VHC que par le VIH dont, il est vrai, les modes de transmission frappent plus les esprits.

L'opération s'est pourtant déroulée en pleine campagne radio d'incitation au dépistage de la Direction générale de la santé (DGS). Peut-on dire qu'il y avait une certaine concordance de temps ?

Jean Benoît : Non, il faut parler de coïncidence et non d'action coordonnée. Nous avons rencontré des difficultés à nous faire patronner par la DGS même si, in fine, le ministère délégué à la Santé nous a accordé son patronage. Sur le terrain, nous avons eu une mission de sensibilisation immédiate, nous avons déclenché un réflexe de dépistage chez

des gens qui y pensaient déjà. Nous voulons aller plus loin et souhaitons contribuer davantage encore à l'information sur l'hépatite C, une maladie mal identifiée.

Quelles peuvent être pour les laboratoires de biologie médicale les retombées de ces journées nationales de dépistage gratuit ?

Jean Benoît : Il nous semble que l'on va enfin s'apercevoir que les biologistes libéraux peuvent participer à la mise en place d'une politique de dépistage ! Et l'actualité urgente du dépistage de l'hépatite C ne doit pas masquer la nécessité d'élargir les actions qui pourront être menées à d'autres pathologies, le diabète, les maladies coronariennes... . D'une certaine manière, nous pouvons devenir simultanément des sentinelles de la veille sanitaire qui font remonter de l'information vers l'Institut de veille sanitaire et des " diffuseurs " d'informations auprès des patients, nos clients. Nous pouvons espérer que les pouvoirs publics reconnaissent notre volonté de participer à toutes les campagnes de prévention et d'être partie prenante dans l'organisation de l'équipe multidisciplinaire et multiprofessionnelle qui prend en charge le patient et le met au cœur du système de soins.

le Journal de la Démocratie sanitaire n° 144-145 © avril/mai 2002